



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Septembre 2024

Sommaire

Focus	3
Situation géopolitique.....	3
Diversification énergétique.....	3
Autres faits saillants	6
POLOGNE	6
HONGRIE.....	10
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	14
SLOVAQUIE.....	18
LITUANIE	21
LETTONIE	23
ESTONIE	23
Agenda	25

Focus

Situation géopolitique

Coopération énergétique avec l'Ukraine

Le 16 juillet 2024, la **Tchéquie et l'Ukraine** ont signé un mémorandum pour renforcer leur coopération énergétique. Cet accord devrait aboutir à la fourniture d'unités de cogénération et d'éléments d'infrastructure énergétique, et à la mise en œuvre de projets communs, y compris la construction de systèmes décentralisés pour la fourniture de chaleur et d'électricité et la modernisation des réseaux de transport. La Tchéquie est également intéressée par la création d'un corridor de l'hydrogène en Europe centrale pour le transport d'hydrogène renouvelable produit en Ukraine.

Début septembre, le bureau du vice-Premier ministre **slovaque**, chargé du plan de relance et de l'économie de la connaissance, a mis en consultation publique un **projet de renforcement des réseaux de transmission électrique entre la Slovaquie et l'Ukraine**. Les investissements, prévus à hauteur de 200 M€, seront concentrés sur la modernisation du réseau existant.

Sortie de la dépendance énergétique à la Russie

Fin juillet, le ministère **slovaque** de l'Economie a publié son **rapport annuel sur la sécurité d'approvisionnement en gaz**. Selon le rapport, la consommation de gaz en Slovaquie s'est établie à 4,3 Mds m³ en 2023 (-4,4 % en g.a.) après 4,5 Mds m³ en 2022 et 5,6 Mds m³ en 2021 (6,6 Mds m³ en 2006). Les importations représentent 98 % de la consommation domestique. Dans le cadre de la réduction de la dépendance au gaz russe, la **relance de l'extraction domestique de gaz** (aux alentours de Trnava, 55 km de la capitale) pourrait selon le rapport couvrir **10 % de la consommation nationale**. Pour les années à venir, la consommation devrait stagner autour de 4,3 Mds m³.

Compte tenu de l'**échéance à fin 2024 de l'accord sur le transit du gaz via l'Ukraine**, le rapport envisage que le transit ne soit plus possible à partir de janvier 2025 et mentionne plusieurs initiatives pour y faire face, dont la signature en avril 2023 à Sofia d'un mémorandum d'entente « **Solidarity Ring** » relatif à la coopération entre les opérateurs des infrastructures de transit bulgare, roumain, hongrois, slovaque et azerbaïdjanais. Le rapport souligne également l'initiative « **Corridor vertical** » avec la participation d'Eurostream et des opérateurs grec, bulgare, roumain et hongrois. Enfin, le rapport n'abandonne pas l'initiative « **Eastring** » portée par Eurostream, qui vise une capacité de transit de 10-20 Mds m³. Enfin, PGNiG Supply&Trading, propriété du groupe polonais Orlen, a signé en juillet son premier contrat avec la société slovaque ZSE Energia pour l'exportation de gaz vers la Slovaquie. L'accord devrait s'appliquer jusqu'en 2025. Le volume des livraisons de gaz spécifié dans l'accord n'a pas été divulgué, mais selon Orlen, il couvrira environ 30 % de la demande annuelle de ZSE Energia.

Lors d'un déplacement à Bucarest, le ministre **hongrois** Péter Szijjártó a annoncé que le projet de **Corridor vert** avançait à un rythme satisfaisant. Celui-ci doit permettre à la Hongrie et à la Roumanie d'**importer de l'électricité produite via des énergies renouvelables en Azerbaïdjan et en Géorgie**. Une étude de faisabilité devrait être complétée en 2025 et M. Szijjártó a encouragé l'UE à soutenir financièrement ce projet.

Diversification énergétique

Assouplissement des règles pour l'éolien onshore

En Pologne, alors qu'un premier assouplissement des règles relatives à la distance minimale des éoliennes aux habitations est entré en vigueur en avril 2023, les associations environnementales, sociales et professionnelles du secteur des renouvelables pressent le gouvernement de poursuivre les assouplissements. Ils souhaitent i) **réduire la distance minimale** entre un parc éolien et les bâtiments résidentiels de 700 à 500 m, ii) **maintenir l'interdiction**

d'implanter des éoliennes dans les parcs nationaux, les réserves naturelles et les zones Natura 2000 (environ 20 % du territoire polonais), et ne pas affaiblir la réglementation actuelle sur la distance minimale entre les parcs éoliens et les parcs nationaux (la règle de 10 fois la hauteur de l'éolien, ou « 10h », s'applique), iii) **améliorer la délivrance des permis** nécessaires à la construction pour ces projets.

En Tchéquie, le ministère de l'Industrie et du Commerce a élaboré, avec les ministères de l'Environnement et du Développement régional, un projet de loi visant à **accélérer l'utilisation des énergies renouvelables**. Ce projet prévoit la création de « **zones d'accélération** » pour simplifier et accélérer les permis de construction pour des infrastructures solaires et éoliennes. Ces zones seront principalement situées dans des aires industrielles ou des friches, avec un impact environnemental minimal. Le projet de loi entre désormais en consultation interministérielle. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#).*

En Slovaquie, fin juillet, l'Autorité de santé publique a **assoupli les règles de distance** entre les éoliennes d'une hauteur supérieure à 150 m et les communes, la distance minimum passant de 3 à 1 km. L'Association slovaque de l'énergie durable rappelle que, pour protéger les habitants des communes concernées, les études sonores et de vibration sont maintenues.

Enfin, les projets éoliens se développent désormais également **en Hongrie**. La capacité installée est de 325 MW et le gouvernement s'est donné pour objectif d'atteindre 1 GW en 2030. Suite à un appel d'offres, *Green Energy Investhor* (499 MW) et *Euronergy Arabona* (196 MW) vont construire un champ d'éoliennes géant à Vadosfa. Un décret paru en mars indique qu'**un unique point de connexion de 670 MW sera proposé**, Vadosfa donc sera l'unique projet éolien des prochaines années.

En Lituanie, la capacité installée des énergies renouvelables terrestres a augmenté de 30% au 1^{er} semestre 2024.

Le stockage d'énergie, nouvelle grande priorité

En Pologne, le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau (NFOŚiGW) a mené des consultations cet été sur le **projet de programme de soutien à la construction d'installations de stockage d'électricité**. Ce programme s'adressera **aux entrepreneurs** et couvrira les projets de stockage d'une puissance d'au moins 2 MW et d'une capacité d'au moins 4 MWh, connectés aux réseaux de distribution. Son budget s'élèvera à 4 Mds PLN (930 M€), dont 3,6 Mds PLN (837 M€) de subventions et 400 M PLN (93 M€) de prêts. Le programme doit être mis en œuvre dans les années 2024-28. NFOŚiGW estime que les subventions permettront la création de 2,5 GW d'installations de stockage.

Par ailleurs, le Ministère du Climat polonais a intégré dans la 6^{ème} édition de son programme « Mon électricité », visant à soutenir l'installation de production d'énergie renouvelable **chez les particuliers, l'obligation d'adjoindre une installation de stockage** d'électricité ou de chaleur aux installations faisant objet de la demande de subvention. L'appel à candidatures est ouvert de septembre à décembre, ou jusqu'à ce que le budget de 400 M PLN (93 M€) soit épuisé. Le financement provient du programme FeNiKS de l'UE pour la période 2021-2027.

Des sociétés publiques polonaises engagent aussi leurs projets de stockage. En août, la société PGE a lancé un appel d'offres pour la construction, le raccordement et la maintenance de 26 installations de stockage d'énergie dispersée d'une capacité de 2 à 10 MW. La procédure se déroulera dans le cadre d'un dialogue compétitif. Les offres étaient attendues pour le 13 septembre. D'ici 2030, PGE prévoit de disposer d'une capacité de 800 MW de stockage. PGE Inwest 14, société ad hoc appartenant à PGE, a également annoncé un appel d'offres pour la construction d'une installation de stockage d'énergie par batterie à Kartoszyn dans la centrale de pompage-turbinage de Żarnowiec. L'objet de l'appel d'offres est la conception et la construction clé en main de l'installation de stockage ainsi que de l'infrastructure correspondante. PGE souhaite construire une batterie lithium-ion d'une puissance maximale de 263 MW et d'une capacité nominale d'au moins 900 MWh. Les offres peuvent être soumises jusqu'au 30 septembre. En 2022, PGE avait déjà lancé un appel d'offres pour un stockage de 200MW à Kartoszyn, sans succès faute d'offres reçues.

En Hongrie, E. ON construit une installation de stockage par batteries d'une capacité de 6 MW à Soroksár, dans la banlieue de Budapest. D'un coût total de 785 M HUF (2 M€), elle est financée à hauteur de 338 M HUF (0,86 M€) par les fonds du Plan de Relance.

En Lettonie, 57,7 M€, soit près de 43% de l'enveloppe du plan REPowerUE, seront dédiés à l'installation d'un **système de batteries de stockage d'énergie**. En outre, l'entreprise énergétique « Latvenergo » prévoit d'investir au total 460 M€ dans le développement des réseaux de distribution d'électricité, la maintenance, l'amélioration et la reconstruction des centrales hydroélectriques et de cogénération, ainsi que des projets d'énergie solaire et éolienne. Les projets les plus importants concernent la **rénovation de turbines hydrauliques** dans les centrales hydroélectriques et la construction d'un **déversoir de réserve pour la centrale hydroélectrique de Plavinas**.

Enfin, le **ministère du climat estonien** prévoit de créer une **centrale hydroélectrique de pompage-turbinage de 500 MW**. L'investissement s'élèverait à 1 Md€ et le ministère estime qu'il devrait être réalisé par un investisseur privé.

La **Pologne**, qui disposait depuis décembre 2021 d'un groupe de travail en charge de la construction de centrales de pompage-turbinage, a annoncé la dissolution de celui-ci.

Engouement pour le biogaz-biométhane

En Pologne, le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau (NFOŚiGW) a mené cet été une consultation publique sur le projet de programme visant à soutenir le développement de la cogénération basée sur le biogaz municipal, dont le budget s'élèverait à 2,5 Mds PLN (581 M€) d'ici à 2030. Une seconde consultation a porté sur le programme de soutien à l'utilisation du biométhane sur les années 2024-2030. Son budget pourra atteindre 4 Mds PLN (930 M€). Par ailleurs, le programme « Développement des EnR » actuellement déployé dans le cadre du FEnIKS et doté de 376 M PLN (87,4 M€), vise à soutenir les entreprises dans la construction, la modernisation et la connexion au réseau d'installations produisant du biométhane ainsi que produisant en cogénération et stockant de l'électricité et/ou de la chaleur à partir de biogaz.

En Pologne, le premier projet de biométhaniseur d'Orlen (5MW), prévu à Glabow, devrait entrer en service au 1^{er} semestre 2025. L'usine produira environ 5 500 t de bioGNL par an et devait initialement démarrer fin 2024. Orlen étudie plusieurs autres projets de méthaniseurs. Actuellement, **c'est PGB (du groupe Totalenergies) qui est le leader du secteur en Pologne, disposant de 18 biométhaniseurs en activité (19MW)**.

En Lituanie, le ministre de l'énergie a approuvé un financement à hauteur de 5,66 M€ pour les projets de production de biométhane. Ce financement, dans le cadre du Plan de Relance, est alloué aux entreprises qui ont déposé des demandes de subvention pour des installations produisant et purifiant du biométhane. Selon le Plan d'action national pour l'énergie et le climat, l'objectif est de produire au moins 950 GWh de biométhane d'ici 2030 en Lituanie.

En Lettonie, les fonds alloués au titre du plan REPowerUE permettront la construction d'un site d'injection de biométhane.

En Estonie, le projet de nouvelle loi climat prévoit que le biométhane et l'hydrogène vert contribuent à la sortie du schiste bitumineux (1 à 1,3GW).

Projets éoliens en mer

En Pologne, la banque publique nationale *Bank Gospodarstwa Krajowego* a signé un accord avec le Ministère des actifs publics, dans le cadre duquel a été lancé un appel à candidatures pour des **prêts destinés aux investissements offshore**. Ils seront versés par le Fonds pour l'énergie éolienne *offshore*, qui disposera d'un budget de 4,78 Mds€, et sont destinés à soutenir les investisseurs dans la construction de parcs éoliens *offshore* d'une capacité installée d'au moins 300 MW. Ils seront financés par les fonds du Plan de Relance.

Dans le cadre de la vague 1 de projets *offshore* polonais, le parc éolien *offshore* Bałtyk 2 de Polenergia et Equinor, (50 turbines d'une capacité totale de 720 MW) a obtenu son permis de construction, établi par le voïvode de Poméranie. La production d'électricité devrait commencer en 2027.

Pour la vague 2 de projets *offshore*, le Ministère du Climat a soumis à consultation en aout un projet de règlement sur le prix maximum dans les enchères de soutien au développement des parcs. **Le prix proposé est de 471,83 PLN/MWh (109,7€)**.

En Lituanie, après l'échec du 2^e appel d'offres, faute d'un nombre suffisant de participants, pour un parc éolien offshore de 700 MW, le parlement a simplifié les règles, réduisant le nombre de soumissionnaires nécessaires pour que l'appel d'offres soit conclusif à une seule entreprise. Un 3^e appel d'offres pour ce parc en mer baltique devrait être lancé en novembre, et le gagnant annoncé sept mois plus tard, en juin 2025.

En Estonie, le projet de nouvelle loi climat prévoit qu'un appel d'offres soit organisé spécifiquement pour la construction de parcs éoliens offshore d'une production annuelle de 2 TWh. Selon le Ministère du Climat, le coût pour les consommateurs d'électricité serait de 130 M€/an, soit 2,6 Mds€ sur 20 ans. Le coût total de l'investissement s'élèverait à 5,6 Mds€.

Autres faits saillants

POLOGNE

Nominations

Le 29 juillet, le ministre des Infrastructures a nommé M. **Stanisław Bukowiec** au poste de **plénipotentiaire chargé de la lutte contre l'exclusion liée à l'accès aux transports, secrétaire d'état en charge du transport routier**. Ces questions relevaient auparavant de l'autorité de M. Paweł Gancarz, désormais maréchal de la voïvodie de Basse-Silésie. M. Bukowiec est proche de la Troisième Voie (*Trzecia Droga*).

Le **président de l'Office de Régulation de l'Energie, Rafal Gawin**, a terminé son mandat de 5 ans ce 23 juillet. Il quittera ses fonctions lorsque son remplaçant aura été désigné.

En juillet, l'eurodéputé **Borys Budka (PPE)** a été élu président de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE) du Parlement européen.

Stratégie du développement du pays

Le Ministère des Fonds et de la Politique Régionale a présenté le projet de **Concept de développement du pays d'ici 2050 (KRK2050)**. Ce document, présentant différents scénarios du développement du pays à long terme, devrait être adopté d'ici la fin d'année, tandis que la **Stratégie de développement de la Pologne d'ici 2035**, plus opérationnelle et à horizon moyen-terme, basée sur le KRK2050, serait adoptée mi-2025. Le projet de KRK2050 est disponible [ici](#).

Financements

Conformément à un projet d'amendement à la loi sur les forêts et à la loi sur la protection de l'environnement, *Lasy Państwowe* (Forêts Nationales), gestionnaire des forêts, devra alimenter le budget du *NFOŚiGW* en fonction de la quantité de bois récoltée par les forestiers au cours d'une année civile donnée. Les règles détaillées de calcul du montant du paiement n'ont pas encore été présentées, mais le ministère l'estime à environ 210-255 M PLN (59 M€) par an. Actuellement, *Lasy Państwowe* fonctionne de manière indépendante sur le plan financier, couvrant les coûts de ses opérations grâce à ses propres revenus. En 2023, ceux-ci s'élevaient à 14,63 Mds PLN (3,4 Mds€), avec un bénéfice net de 640 MPLN (149 M€).

Énergie

Performance énergétique : en juillet, le Ministère du Développement a mis en consultation un **projet de règlement sur les certificats de performance énergétique des bâtiments**, qui introduit des classes de performance énergétique sur une échelle de A+ à G et vise à empêcher la délivrance de certificats sans une inspection détaillée sur place. La loi mettra en œuvre une partie de la directive européenne sur les bâtiments (EPBD) et devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

- électricité – chaleur

PSE et Litgrid ont conclu un accord sur la réalisation d'une interconnexion électrique polono-lituanienne de 700 MW. Le document définit les principes de coopération entre PSE et Litgrid pour la **mise en œuvre d'Harmony Link en version terrestre**, alternative à la voie sous-marine privilégiée dans le passé. Le projet initial a été abandonné en 2023 en raison de l'augmentation

des coûts. L'option terrestre implique une ligne à courant alternatif à double voie de 220 kV entre les sous-stations d'Elk Bis (existante) en Pologne et de Gižai (prévue) en Lituanie.

Au 1^{er} semestre 2024, la part du charbon dans la production d'électricité était de 62,8 %, soit – 5 points de pourcentage (p.p.) en g.a. Les renouvelables ont quant à eux fourni 23,5 TWh d'électricité, soit 28,3 % de la production totale. Une fois de plus, le parc photovoltaïque a connu la plus forte croissance de production (+35 %), suivi par l'éolien (+23 %).

En août, le Fonds national de protection de l'environnement et de gestion de l'eau (NFOŚiGW) a mené une consultation sur le projet de programme visant à soutenir la construction et l'extension du réseau électrique pour les stations de recharge de grande puissance accessibles au public. Le budget prévu jusqu'en 2029 est de 3 Mds PLN (697 M€).

Depuis le 24 août, les vendeurs d'électricité ont l'obligation légale de proposer aux consommateurs des **tarifs à prix dynamiques**, qui reflètent les fluctuations des prix de l'électricité sur le marché. Les consommateurs doivent toutefois disposer d'un compteur intelligent pour bénéficier de ces tarifs.

Le 23 août, la société PSE a dévoilé son offre « [Solution proposée pour le raccordement au réseau sur une base commerciale](#) ». Les investisseurs qui se sont vu refuser le raccordement au réseau pour des raisons économiques pourront déclarer leur volonté de conclure un accord de raccordement commercial dans les 30 jours suivant la réception de la décision.

- charbon

La société ArcelorMittal a annoncé sa décision de fermer le four à coke de son aciérie de Cracovie. L'entreprise a justifié sa décision par la non-rentabilité de la production et la baisse de la demande de coke, qui sera encore réduite par les plans de décarbonation dans de nombreuses industries. Le four était à l'arrêt depuis novembre 2023, mais a été maintenu en attente au cas où les conditions du marché s'amélioreraient. Le maintien et la maintenance de l'installation avaient généré des coûts massifs, principalement liés à l'achat du gaz avec lequel le four est alimenté.

- gaz et pétrole

Gaz-System a formellement et définitivement acquis auprès d'Orlen 100 % des actions de Gas Storage. Cette condition pour la fusion d'Orlen avec PGNiG, imposée en mars 2022 par le président de l'Office de la concurrence et de la protection des consommateurs, a ainsi été remplie. La propriété des installations de stockage elles-mêmes, d'une capacité de 3,3 Mds m³, reste à Orlen.

La société Enea Elkogaz a annoncé un appel d'offres ouvert pour la construction clé en main d'une unité à gaz à cycle combiné d'une puissance électrique brute comprise entre 650 et 750 MWe. La date limite de soumission des offres est fixée au 30 octobre.

Gaz-System a obtenu une décision de localisation pour i) le terminal flottant FSRU dans le golfe de Gdansk et ii) le gazoduc qui le reliera au réseau de transport. L'entreprise espère obtenir un permis de construire pour la partie offshore d'ici la fin de l'année.

- nucléaire

Le conseil de district de Turek a publié une lettre ouverte dans laquelle il soutient le projet de construction d'une centrale nucléaire à Konin-Pątnów. Le conseil affirme que la construction d'une telle centrale faciliterait la stabilisation du système énergétique, renforcerait la sécurité énergétique du pays et permettrait de préserver « l'identité énergétique » de la région après l'arrêt de l'exploitation du charbon. Selon les autorités locales, le projet serait également l'occasion d'accélérer le développement de la partie orientale de la Grande-Pologne, de réduire les effets négatifs de la transformation et de créer de nouveaux emplois. Le conseil fait appel au gouvernement pour qu'il soutienne la mise en œuvre du projet.

Le contrat pour la préparation d'une documentation de conception pour une jetée d'environ 1 km destinée au déchargement de matériaux et d'équipements pour la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire à Choczewo (Marine Off-Loading Facility - MOLF) a été signé avec un consortium dirigé par la société Wuprohyd. Le contractant disposera de 14 mois pour préparer ce dossier, la mise en service de la MOLF étant prévue pour 2028.

- renouvelables

En juillet Le président de l'Office de régulation de l'énergie a publié les détails des [ventes aux enchères](#) de décembre pour les producteurs d'énergie verte. Ces enchères porteront sur 44,6 TWh d'électricité pour une valeur de plus de 17 Mds PLN (3,95 Mds€), contre 88 TWh et 40,8 Mds PLN (9,5 Mds€) il y a un an.

Le Centre national pour la recherche et le développement (NCBR) allouera 400 M PLN (93 M€) pour soutenir l'innovation énergétique dans le cadre du programme « [Nouvelles technologies dans le domaine énergétique](#) ». L'enveloppe sera équitablement répartie entre projets offshores et géothermiques, et vise les projets à fort potentiel d'innovation et à haut degré d'avancement technologique. Les dossiers sont attendus du 16 septembre au 15 novembre.

Le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau (NFOŚiGW) a annoncé des appels à candidatures dans le cadre de programmes soutenant les entreprises dans l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables. Les appels à candidatures sont ouverts jusqu'au 12 décembre 2024. Le budget total des deux programmes s'élève à 477 M PLN (110 M€), provenant en partie de l'instrument FEnIKS. Sur ce montant, 101 M PLN (23,4 M€) sont destinés à l'amélioration de l'efficacité énergétique (y compris installations EnR) dans les grandes et moyennes entreprises et 376 M PLN (87,4 M€) au programme « Développement des EnR », qui vise à soutenir les entreprises dans la construction, la modernisation et la connexion au réseau d'installations produisant du biométhane ainsi que produisant en cogénération et stockant de l'électricité et/ou de la chaleur à partir de biogaz.

- hydrogène

Début juillet, le Ministère de Climat et de l'Environnement a finalisé la consultation publique sur l'amendement, dit « Constitution de l'hydrogène », à la loi sur l'énergie, visant à introduire la définition et le cadre juridique pour le marché de l'hydrogène. De plus, le Ministère prépare des instruments financiers pour soutenir la production et stimuler la demande en hydrogène : en coopération avec la banque publique (BGK) le Ministère souhaite mettre en place un programme de subventions pour la production d'électrolyseurs avec un budget d'environ 2,7 Mds PLN (630 M€) et lancera bientôt un appel d'offres pour 2 ou 3 stations de ravitaillement en hydrogène supplémentaires (11 contrats ont déjà été signés). Un appel à candidatures pour des subventions destinées à des projets de démonstration liés à l'utilisation de l'hydrogène dans les transports est également ouvert depuis le 3 juin ; budget de 1,1 Md PLN (260 M€).

Le projet HySPARK sur le développement de l'hydrogène, mené par Orlen et 16 autres entreprises de cinq pays européens, a obtenu un financement de 9 M€ dans le cadre du programme de partenariat pour l'hydrogène propre de l'UE. Ces fonds serviront à produire des véhicules à hydrogène et à les tester en vue de leur utilisation à l'aéroport Chopin et dans les transports publics de Varsovie. Orlen coordonne l'aspect commercial du projet, fournira l'hydrogène aux véhicules et devrait utiliser certains d'entre eux.

Les entreprises *PAK-PCE Biofuels and Hydrogen* et *PAK-PCE Stacje H₂* du groupe Polsat Plus ont signé une convention de subvention avec l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA) pour un projet d'hydrogène. Ce projet comprend la construction de cinq stations de ravitaillement en hydrogène accessibles au public et situées le long des routes du réseau RTE-T, ainsi qu'une installation de production d'hydrogène vert d'une capacité totale de 5 MW. Le financement s'élève à environ 64 M PLN (15 M€) et a été accordé dans le cadre du programme *CEF Transport - Alternative Fuels Infrastructure Facility*.

Infrastructures de transport

Depuis le 1^{er} juillet la société CPK est placée sous la tutelle du ministre de l'Infrastructure.

Début juillet, la société CPK a annoncé un appel d'offres pour la conclusion d'un accord-cadre pour la conception et la construction d'un système routier reliant la zone de l'aéroport CPK au réseau routier public. Les investissements routiers seront réalisés sur le territoire des municipalités de Baranów, Grodzisk Mazowiecki, Wiskitki, Teresin et Jaktorów. Les offres ont pu être soumises jusqu'à 19 août.

L'Union européenne a accordé à la société CPK un financement pour la préparation de la documentation du projet pour la section ferroviaire Sieradz Północny-Pleszew-Poznań dans le cadre du mécanisme *Connecting Europe Facility* (CEF). La mise en œuvre du projet subventionné est attendue pour janvier 2027 et la valeur des dépenses éligibles est de 191 M PLN (44 M€), dont 85 % proviennent du financement de l'UE.

Le 29 juillet, la société PGE a signé avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) un contrat de prêt d'un montant total de 1 Md PLN (232 M€) pour la modernisation des systèmes d'alimentation électrique du réseau ferroviaire. Les fonds de la BEI seront versés à la filiale chargée de l'alimentation électrique ferroviaire *PGE Energetyka Kolejowa*. Dans le cadre d'un investissement d'un montant total de 2 Mds PLN (465 M€), la société prévoit de construire 43 nouvelles sous-stations de traction et d'en moderniser 24 autres, ainsi que de construire de nouveaux réseaux à haute et moyenne tension.

En août, la société CPK a signé le contrat pour la conception du Centre de contrôle des opérations aériennes. Le contractant dispose d'un an pour préparer un projet de construction complet ainsi qu'une demande de permis de construire. Le contrat, d'une valeur nette d'environ 4,7 M PLN (1,09 M€), a été signé avec un consortium d'entreprises polonaises : PIG Architekci et GMT.

Mi-août, le Ministère de l'Infrastructure, *PKP Polskie Linie Kolejowe* (chemins de fer polonais), le Centre pour les projets de transport de l'UE, l'Office des transports ferroviaires et CPK ont lancé des consultations sur [les sillons horaires](#) (*Horyzontalny Rozkład Jazdy*) auprès des passagers et de l'industrie ferroviaire. L'objectif est, entre autres, de trouver des correspondances pratiques avec les trains longue distance de chaque district et d'établir des règles pour le marché après 2030.

Fin juillet, la société CPK a annoncé un appel d'offres pour la construction d'un tunnel de 4,6 km pour le train à grande vitesse aux abords de Łódź Fabryczna. Il s'agit du troisième et plus important contrat de construction pour ce qui est actuellement le projet ferroviaire le plus avancé de CPK. Les deux autres sont déjà en cours dans le centre de Łódź. Les offres sont attendues d'ici à fin septembre et la sélection sera faite sur la base du prix (70 %) et des qualifications (30 %). La commande devra être réalisée en 46 mois.

Environnement

Début juillet, la Pologne a rejoint le [Climate Club](#), initiative mise en place lors de la COP28 pour soutenir les actions de décarbonation de l'industrie.

- émissions CO₂

L'Institut économique polonais a publié un rapport intitulé « [Temps pour le CCS polonais? Opportunités et défis du captage et du stockage du CO₂ dans l'industrie polonaise](#) ». Il présente une vue d'ensemble des investissements polonais dans la séquestration et estime que, dans le meilleur des scénarios pour le développement de cette technologie, les entreprises du pays pourraient économiser plus de 14 Mds PLN (3,25 Mds€) d'ici la fin de la décennie sur l'achat de quotas d'émission de CO₂.

- eau

Deux ans après la catastrophe écologique pendant laquelle la pollution du fleuve Oder a causé la mort de plus de 100 tonnes de poissons, la situation s'est reproduite durant cet été. Comme en août 2022, une algue toxique appelée « algue dorée » était de nouveau à l'origine de la mort des milliers de poissons dans l'Oder.

Transport

- urbain

Début juillet, le Ministère du Climat et de l'Environnement a soumis à consultation publique le projet d'amendement à la loi sur l'électromobilité, qui obligera les villes à acheter des bus électriques et à mettre en place des zones à faibles émissions (ZFE). Conformément à ce projet, à partir de 2025, les villes de plus de 100 000 habitants seront obligées d'acheter uniquement des bus zéro émission (cette obligation s'appliquera aussi à la Métropole de Haute Silésie). Selon les estimations du Ministère, le coût du remplacement de la flotte d'autobus diesel par

des autobus à émission nulle atteindrait 25,7 Mds PLN (6 Mds€). L'amendement rendra obligatoire la mise en place des ZFE dans toutes les villes de plus de 100 000 habitants où le niveau moyen annuel autorisé de CO₂ dans l'air est dépassé.

La [Zone à Faible Emissions de la ville de Varsovie](#) est en vigueur depuis le 1^{er} juillet. 97% des véhicules circulant à Varsovie ne seront pas impactés par les conditions d'accès à sa mise en oeuvre. Le niveau d'exigences sera toutefois relevé tous les 2 ans. La ville de Cracovie devrait voir sa Zone à Faible Emissions entrer en vigueur au 1^{er} juillet 2025.

- mobilité durable

En juillet, Solaris a signé un contrat pour la fourniture de huit bus H₂ de type Urbino 18 avec le SMTC 90, Syndicat Mixte des Transports de Belfort. Les bus commandés par Belfort seront équipés d'une pile à combustible de 100 kW et de réservoirs en composites permettant de stocker plus de 50 kg de H₂ à une pression de 350 bars. Ils seront propulsés par un moteur électrique de 240 kW. Les bus doivent être fournis en octobre 2025.

Début juillet, le Ministère du Climat et de l'Environnement a soumis à consultation publique un nouveau programme du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) « Mon vélo électrique » dédié au cofinancement de l'achat des vélos électriques. Le programme prévoit des subventions pour l'achat de nouveaux vélos électriques (jusqu'à 50 % des coûts éligibles, mais pas plus de 5 000 PLN (1 163 €)) et de vélos de transport électriques - vélos-cargos d'une largeur maximale de 0,9 m et chariots à vélos d'une largeur supérieure à 0,9 m (jusqu'à 50 % des coûts éligibles, mais pas plus de 9 000 PLN (2 000 €)). Les véhicules équipés d'une batterie lithium-ion ou d'une batterie similaire d'une capacité d'au moins 10Ah et fabriqués par des fabricants de pays de l'UE seront éligibles au financement. Le budget du programme, financé par le Fonds de modernisation s'élève à 300 M PLN (70 M€).

- routier

Le Ministère des Infrastructures prévoit d'élargir le réseau de routes à péage électronique. Le nombre de tronçons à péage n'a pas été modifié depuis 2017, et seules les routes mises en service après 2017 seront concernées par l'extension. À l'heure actuelle, les péages électroniques concernent environ 3 620 km de routes nationales. L'extension du réseau routier à péage comprendra environ 1 600 km supplémentaires d'autoroutes et de voies rapides (soit +45%). Le projet prévoit une extension du réseau routier couvert par le système de péage pour les véhicules de plus de 3,5 t. Les dispositions du projet de règlement entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2024. L'argent collecté grâce à l'extension du système de péage permettra d'augmenter de 1,2 Md PLN (270 M€) les recettes du Fonds routier national, à partir duquel sont financés les investissements routiers. L'extension du péage est l'un des jalons du PNRR.

- ferroviaire

Maciej Lasek, plénipotentiaire chargé du projet CPK, a annoncé que le projet de pool de matériel roulant au sein de CPK pour la desserte de CPK n'était plus d'actualité. Il a indiqué que c'est l'opérateur PKP Intercity qui serait en charge de l'achat des rames grande vitesse.

Les ministères des transports polonais et allemand envisagent la mise en place d'un pass Pologne-Allemagne permettant aux jeunes résidents en Pologne et en Allemagne de circuler gratuitement en train dans les deux pays. Ce « billet d'amitié » est inspiré du pass France-Allemagne introduit en 2023 à l'occasion des 60 ans du Traité de l'Elysée. Le billet serait proposé aux personnes jusqu'à 27 ans et serait valable 30 jours.

HONGRIE

Énergie

Selon Gergely Gulyas, ministre en charge du cabinet du Premier ministre, le gouvernement va maintenir les taxes sur les surprofits des entreprises du secteur de l'énergie.

Lors d'un voyage en Chine, Péter Szijjártó a rencontré Robin Zeng, fondateur et président de CATL. Selon le ministre, CATL a démarré la première unité de son usine de batteries de Debrecen. Des tests sont prévus sur deux lignes de production à partir du début de l'année prochaine. Le ministre a promis que la Hongrie ferait tout son possible pour « éviter une guerre commerciale » entre l'UE et la Chine durant sa présidence du Conseil de l'UE.

- électricité

Le 16 juillet, un record de consommation électrique estivale a été atteint entre 19h45 et 20h. La consommation s'est établie à 7 036MW, en raison notamment de l'épisode caniculaire et d'un fort usage de la climatisation. Le record absolu a été atteint le 24 janvier 2024 et s'établit à 7 441MW.

Le 3 septembre, les prix de l'électricité sur le marché « jour d'avant » ont atteint 999€/MW à la *Hungarian Power Exchange*, entre 19h et 20h. Les prix sont particulièrement élevés à cette heure précise car la consommation est très forte au moment où la production d'électricité des centrales photovoltaïques décline.

- gaz

Durant les 6 premiers mois de l'année, la consommation de gaz s'est élevée à 4,37 Mds m³, en baisse de 6,5 % par rapport à l'année dernière.

Selon un communiqué du ministère de l'énergie daté du 2 septembre, les réserves de gaz sont pleines à 90%, ce qui correspond à un stock d'environ 5,8 Mds m³ de gaz.

- énergies fossiles

Selon l'association des distributeurs de carburant (MASZ), la consommation de diesel et d'essence a diminué de 0,9 % durant les 6 premiers mois de l'année par rapport à l'année précédente. Les ventes des membres de MASZ représentent 75% des ventes de pétrole et 66% de celles de diesel.

- énergies renouvelables

Le Fonds de soutien à l'installation de panneaux photovoltaïques va être réabondé de 30 Mds HUF (74 M€). Près de 18 000 demandes ont déjà été déposées et les 75,8 Mds HUF (193 M€) initialement attribués au programme sont presque épuisés.

La production industrielle a baissé de 5,2 % en mai, en g.a. En particulier, la production de batteries électriques et de piles sèches a chuté de 32 % en g.a.

Selon le Ministère de l'Energie, la capacité installée d'énergie photovoltaïque a atteint 6 712 MW en juillet. 3 678 MW sont installés dans le cadre de centrales de plus de 50 kW, contre 3 034 MW pour les installations de plus faible capacité, souvent chez des particuliers. Depuis le début de l'année, la capacité installée totale a augmenté de 673 MW.

BC GEN Hungary, filiale locale de l'entreprise sud-coréenne Bumchun, va investir 21 Mds HUF (53 M€) afin de tripler sa capacité de production de connecteurs de batteries électriques sur son site de Salgotarjan, dans le nord-est de la Hongrie. L'entreprise pourra bénéficier de subventions hongroises à hauteur de 3,75 Mds HUF (9,5 M€).

MET GROUP construit une seconde centrale photovoltaïque à Kaba. D'une capacité de 23 MW, elle est située à proximité d'une autre centrale opérée par le groupe, ce qui permet de faciliter son raccordement au réseau.

CATL prévoit d'augmenter la capacité de sa future usine de batteries de Debrecen (49,2 GWh contre 40 GWh initialement prévus).

BMW compte faire construire la plus grande centrale photovoltaïque de Hongrie, à proximité de son usine de Debrecen. Cette centrale, construite par E.ON, aura une capacité de 43MW, soit environ un quart des besoins énergétiques du constructeur allemand.

Environnement

Le Ministère de l'Energie a annoncé qu'une étude d'impact environnemental serait désormais nécessaire pour la construction de toute nouvelle usine de batteries. Jusqu'à présent, il était seulement nécessaire de mener une courte enquête préliminaire sur les potentiels impacts environnementaux.

Le mois de juillet a été le plus chaud mesuré depuis l'existence de relevés météorologiques en 1901. D'une température moyenne de 24,53°C, il a dépassé de 3,0°C la moyenne des mois de juillet entre 1991 et 2020. Il s'agit du 2^e mois le plus chaud jamais mesuré, seulement dépassé

par le mois d'août 1992, lors duquel la température moyenne était de 24,54°C. Les précipitations ont été inférieures de 69 % par rapport à la moyenne entre 1991 et 2020.

MOL et *Lummus Green Circle* ont commencé à concevoir une nouvelle installation de recyclage de déchets plastiques. Une fois construite à Tiszaújváros, l'installation pourra traiter 40 000 t de déchets plastiques par an, qui seront ensuite réutilisés dans l'usine pétrochimique du groupe situé à proximité.

Selon Beáta Gönci, secrétaire générale de l'association pour l'emballage et la manutention des matériaux, la collecte et le recyclage des déchets se sont dégradés depuis 2011. Durant le second semestre 2023, le taux de recyclage du papier était inférieur de 7 % au taux de 2011, de 32 % pour le verre, de 51 % pour le plastique, de 73 % pour le métal et de 91 % pour le bois. MOHU, qui détient désormais la concession de collecte et de gestion des déchets urbains, n'a que peu communiqué à ce sujet depuis l'entrée en vigueur de son contrat de concession.

Infrastructures

- routières

La Hongrie et l'Autriche ont signé un nouvel accord pour connecter l'autoroute hongroise M80 et la M7, côté autrichien.

Le gouvernement prévoit de construire un nouveau pont sur le Danube ainsi qu'un nouveau segment d'autoroute, pour un coût estimé à 578 Mds HUF (1,47 Md€), selon deux décrets parus le 29 août. Le pont, situé à Mohács, doit être construit en 50 mois et sera l'ouvrage d'art situé au-dessus du Danube le plus coûteux de Hongrie. L'autoroute reliera quant à elle les villes de Ökörítőfülpös et de Csenger. Les travaux doivent durer 30 mois au maximum et, à l'instar du pont, le projet n'est pas soumis au récent gel des investissements publics, à condition que l'Etat ne commence pas à payer la facture avant 2025. L'entreprise Duna Aszfalt a remporté les appels d'offres des deux projets.

- urbaines

Le centre de transport de Budapest (BKK) a lancé un appel d'offres concernant le démantèlement d'une ancienne section de la gare de Nyugati, ainsi que la construction d'une voie de tram entre Deák tér et Lehel tér. Il sera également nécessaire de fournir une étude de faisabilité, une analyse de la rentabilité du projet ainsi qu'une étude environnementale. La construction de cette voie de tram est prévue pour la fin de l'année 2027.

Transport

- ferroviaire

Le ministre de la construction et des transports, János Lazar, a détaillé un plan d'action concernant le secteur ferroviaire. Le gouvernement prévoit la construction de 500 km de lignes de chemin de fer sur 4 ans, à partir de 2025. Le coût, estimé à 2 Mds€, sera couvert pour moitié par un prêt de la banque européenne d'investissement (BEI) et le solde par le budget hongrois. Concernant le renouvellement du stock de matériel roulant, le ministre a évoqué la possibilité de renforcer la production nationale, ainsi que l'achat de matériel neuf et d'occasion. Le confort des passagers sera également davantage pris en compte et une nouvelle application mobile MAV sera bientôt disponible. Il a également annoncé que le groupe MAV allait être restructuré et que son PDG actuel, Zoltan Pafferi, serait remplacé par Zsolt Hegyi, PDG-adjoint de MAV Start, l'unité du groupe en charge du transport de passagers.

Selon la MAV, une large part de son stock de matériel roulant n'est pas adapté aux conditions climatiques actuelles. Seuls 40 % des trains sont climatisés, et lors de l'épisode caniculaire de juillet la compagnie ferroviaire a encouragé certains passagers à reporter leurs voyages ou à avoir recours à des bus. Les conditions climatiques extrêmes ont également des conséquences sur les infrastructures et entraînent une augmentation du nombre de retards.

Un train a déraillé en gare de Keleti, dimanche 25 août. Le trafic a repris deux jours plus tard, et aucun passager n'a été blessé. La cause de l'incident n'a pas encore été déterminée et une enquête a été ouverte.

Alstom Hungary va augmenter ses capacités sur son usine de Mátranovák, grâce à la construction d'un nouveau terminal logistique, ainsi que l'acquisition de nouvelles machines.

La Hongrie et la Roumanie comptent ouvrir une ligne ferroviaire entre Szeged et Timisoara. Le Premier ministre Viktor Orban a également indiqué que des études de faisabilité seraient lancées pour étudier l'opportunité de créer une ligne grande vitesse entre Budapest et Bucarest.

Selon la MAV, le nombre d'accidents sur des passages à niveau a augmenté de 42 % sur les 7 premiers mois de l'année, en glissement annuel. Dix personnes ont perdu la vie dans ces accidents, contre une seule l'an dernier sur la même période.

La compagnie ferroviaire GYSEV (détenue à 65,6 % par l'Etat hongrois, à 28,2 % par l'Etat autrichien et à 4,9 % par OBB), n'a pas encore finalisé l'achat de 13 rames automotrices auprès de Stadler, car le gouvernement n'a pas validé le prêt de la BEI qui doit financer cette opération. Stadler avait remporté l'appel d'offres en mars et GYSEV a jusqu'au 29 septembre pour obtenir les fonds nécessaires à l'achat.

Les autorités espagnoles ont bloqué l'offre d'achat de Talgo par le consortium hongrois Ganz-Mavag Europe. Ce dernier a retiré son offre et menace d'une action en justice contre cette décision que Madrid estime nécessaire pour des raisons de sécurité nationale.

- routier

Le nombre de chargeurs électriques a augmenté de 12,5 % en 2023 et atteint 2 507 selon MEKH. En revanche, leur utilisation a diminué car en 2022 la quantité d'électricité chargée était de 7 084 386 MWh, contre 6 138 213 MWh en 2023.

- aérien

Durant le premier semestre 2024, 7,9 millions de passagers ont transité par l'aéroport de Budapest, soit une augmentation de 7 % par rapport à 2019, année où la fréquentation de l'aéroport avait été la plus forte. Il est donc très probable que la fréquentation dépasse son record de 2019 sur l'ensemble de l'année. Le volume du fret aérien a quant à lui augmenté de 57,5 % en juin, en glissement annuel.

Le ministre de l'économie nationale Marton Nagy a annoncé que la taxe sur les surprofits du secteur aérien ne sera pas prolongée l'année prochaine.

Le ministère de l'économie nationale a annoncé que Ferenc Turi serait à partir du 1^{er} août le nouveau PDG de Hungaro Control, organisation en charge du trafic aérien en Hongrie. Ce changement fait suite à des difficultés dans la gestion des flux aériens ces derniers mois, causés notamment par l'augmentation du trafic. Plusieurs compagnies aériennes ont indiqué que les retards répétés de leurs avions étaient dus à une mauvaise gestion du trafic aérien.

L'aéroport de Debrecen a été contraint de fermer du fait d'un épisode caniculaire qui a endommagé la piste d'atterrissage. Un certain nombre de vols ont été détournés vers l'aéroport de Budapest.

A partir d'octobre, Wizz Air proposera trois nouvelles destinations depuis l'aéroport de Budapest : Gênes, Gérone et Marrakech. Quant à Memmingen en Allemagne, elle sera desservie à partir de décembre. La compagnie hongroise compte également augmenter la fréquence de ses liaisons vers une dizaine de destinations populaires.

Wizz Air a été condamné à une amende de 307 M HUF (0,78 M€) pour pratiques commerciales déloyales. Le bureau hongrois de la concurrence a estimé que la compagnie avait orienté ses clients vers des services complémentaires onéreux et ne mettait pas en avant l'existence d'offres plus abordables.

- urbain

La BKK a signé un contrat avec ArivaBus pour la livraison et l'exploitation de 50 bus articulés Mercedes de type Citaro G. Ces nouveaux bus arriveront sur le réseau de transports publics de la capitale à partir de l'année prochaine.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Énergie

- nucléaire

Le 27 août 2024, l'État tchèque et ČEZ ont signé un accord pour sécuriser le développement de petits réacteurs modulaires (SMR). Le premier SMR sera construit près de Temelín avant 2040. D'autres sites sont envisagés comme Dětmarovice et Tušimice. Le gouvernement a également approuvé un plan intégrant les SMR dans la politique énergétique nationale, définissant des modèles d'investissement et des ajustements législatifs pour préparer les sites d'ici 2035. *Plus d'information : communiqués du [MPO](#) et de [CEZ](#).*

Au premier semestre 2024, ČEZ Group a enregistré un bénéfice net de 21,1 Mds CZK (~844 M€), en baisse de 5 %, et un EBITDA en hausse de 69,2 Mds CZK (~2,77 Md€), principalement du fait de la fin de la taxe sur les revenus excédentaires. Le chiffre d'affaires de ČEZ au 1^{er} semestre 2024 s'élève à 161,7 Mds CZK (~6,47 Md€), soit -4,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2023 (169,7 Md CZK / ~6,79 M€). Cette diminution est principalement due à la baisse des ventes d'électricité, de gaz, de chaleur et de charbon (11,1 %), tandis que les revenus issus des services ont augmenté de 19,4 %. *Plus d'information : [CEZ Half-year Financial Report 2024](#) p.6, communiqué de [CEZ](#)*

- énergie renouvelable

Au 1^{er} semestre 2024, la production d'énergies renouvelables de ČEZ a augmenté de 0,1 TWh, tandis que la production nucléaire a baissé de 0,7 TWh (-4 %). La consommation d'électricité sur le réseau de ČEZ a diminué de 2 %, avec une baisse de 5 % chez les ménages et une stabilisation de la consommation des industriels. *Plus d'information : communiqué de [CEZ](#).*

Depuis le 31 juillet 2024, la Banque nationale de développement (NRB) et le Ministère de l'Industrie et du Commerce tchèque lancent un programme de prêt sans intérêt à destination des entrepreneurs et des entreprises, compris entre 500k CZK et 3 M CZK (~20k€ et ~120k€), pour l'installation de centrales photovoltaïques sur toiture et de systèmes de stockage d'énergie. Ce prêt, avec une échéance maximale de 15 ans, inclut une subvention couvrant jusqu'à 30 % des CAPEX pour les installations photovoltaïques et 50 % pour les systèmes de stockage. Ce programme, financé par l'UE à hauteur de 1 Md CZK, soit 40M€ est ouvert jusqu'à fin 2027. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#)*

- consommation de gaz

Le 2 septembre 2024, GasNet a publié son rapport sur le développement durable pour 2023. Celui-ci met en avant l'amélioration de sa notation ESG. GasNet intègre le rang des entreprises les mieux classées en matière d'ESG de *Sustainalytics* avec un score de 14,8 qui la place dans la catégorie "Faible Risque". L'entreprise a connecté à son réseau sept nouvelles usines produisant du biométhane et rejoint le cluster hydrogène de Moravie-Silésie tout en obtenant la certification ISCC UE pour le biométhane liquéfié. *Plus d'information : communiqué de [GasNet](#), [Rapport sur le développement durable 2023](#), Notation du risque ESG de [Sustainalytics](#).*

Fin août, le groupe ČEZ a finalisé l'acquisition d'une participation majoritaire de 55,21 % dans GasNet, principal opérateur de distribution de gaz en Tchéquie, pour 846,5 M€. GasNet gère un réseau de 65 000 km, et dessert 66 TWh de gaz par an pour environ 2,3 M de clients, soit 80 % du marché tchèque. *Plus d'information : communiqués de [CEZ](#) et [GasNet](#).*

- hydrogène

Le 17 juillet 2024, le gouvernement tchèque a approuvé la révision de sa stratégie nationale hydrogène. Avec une consommation annuelle anticipée de 40kt d'hydrogène bas-carbone d'ici 2030, dont 20 kt d'hydrogène renouvelable, le pays se dotera d'une capacité de production d'électrolyseurs de 400 MWe, concentrée dans les « *Hydrogen Valleys* ». Trois phases sont associées à une décroissance du coût de production : (i) d'ici 2027, développement de la production domestique ; (ii) en 2030, intégration dans l'*European Hydrogen Backbone* (EHB) et importation de l'hydrogène via trois gazoducs reconvertis ; (iii) après 2040, production à grande échelle d'hydrogène bas carbone à partir du nucléaire (SMR). L'accès aux financements européens dépendra de l'inclusion de l'hydrogène bas carbone dans les critères d'éligibilité de ces initiatives publiques et privées. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#).*

- sobriété

- efficacité énergétique

Le 15 juillet 2024, le ministère tchèque de l'Environnement a lancé un appel à projets doté de 15 Mds CZK (~600 M€) via le Fonds de modernisation. Cette initiative subventionne la modernisation des infrastructures des entreprises industrielles dans des secteurs clés comme la sidérurgie, la chimie et l'agro-alimentaire pour soutenir la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Les projets doivent atteindre une réduction d'au moins 20 % de la consommation d'énergie ou 40 % des émissions. Les subventions varient : jusqu'à 40 % des coûts pour les grandes entreprises, 50 % pour les moyennes et 60 % pour les petites. Le financement peut atteindre 6 Mds CZK (~240 M€) par projet, et jusqu'à 12 Mds CZK (~480 M€) pour les projets de décarbonation industrielle majeurs. *Plus d'information : communiqué du [MZIP](#).*

Depuis le 3 septembre, les ménages à faibles revenus, les seniors et les personnes à mobilité réduite peuvent solliciter des subventions dans le cadre du programme *New Green Savings Light* pour remplacer leurs anciennes chaudières à combustible solide. Ce programme cible les chaudières à charbon obsolètes des classes d'émission 3 et 4 ainsi que les chaudières au mazout. Les subventions peuvent atteindre 150K CZK (~ 6k€) pour une pompe à chaleur et 110 K CZK (~ 4,4 k€) pour une chaudière à biomasse moderne alors que plusieurs dizaines de milliers de chaudières anciennes doivent encore être remplacées en Tchéquie. *Plus d'information : communiqué du [MZIP](#) ; [New Green Savings Programme](#).*

Le 2 juillet 2024, le ministère de l'Industrie et du Commerce a lancé un appel à projets pour soutenir la production combinée de chaleur et d'électricité à haut rendement. Ce programme, approuvé par la Commission européenne, prévoit un budget total de 75 Mds CZK, soit 3 Mds€ sur 15 ans pour financer des installations totalisant 3 090 MW et doit permettre de remplacer les sources de production d'énergie au charbon. Les projets retenus devront être opérationnels avant le 31 décembre 2029 et exploiter des combustibles tels que la biomasse, le biogaz et le gaz naturel. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#).*

- communautés énergétiques

Le 1^{er} août 2024, le Centre de données sur l'électricité (EDC) a lancé un système temporaire permettant aux consommateurs tchèques de partager leur propre production d'électricité, marquant ainsi le lancement de l'énergie communautaire en Tchéquie. Approuvé par l'Office de réglementation de l'énergie, ce système sera pleinement opérationnel au 2nd semestre 2026. Le partage d'électricité exige l'installation de compteurs d'électricité continus à chaque point d'approvisionnement. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#).*

À partir du 1^{er} juillet 2024, les sociétés de distribution ont 3 ans pour installer des compteurs intelligents chez leurs clients consommant plus de 6 MWh d'électricité par an. Ces compteurs, avec des relevés toutes les 15 minutes, seront installés gratuitement et automatiquement pour offrir aux consommateurs un meilleur contrôle sur leur consommation d'électricité. Cette initiative concerne environ 850 000 clients, principalement ceux utilisant l'électricité pour le chauffage et l'eau chaude. Le projet, soutenu par une subvention de 4,1 Mds CZK (~163 M€) vise également à faciliter le partage d'électricité dans les communautés énergétiques. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#).*

Transports et infrastructures

- ferroviaire

Projet LGV tchèque : La société *EGIS RAIL*, en consortium avec *SUDOP Praha*, *Metrostav* et *Moravia Consult*, a gagné le plus grand contrat d'études de conception des LGV lancé jusqu'à présent. Il concerne le tronçon « Vysočina -phase II » d'une longueur de 79 km reliant Světlá n Sázavou à Velká Bíteš sur la future LGV Prague - Brno. Ce marché d'une valeur de 579,2 M CZK (~ 22,8 M€) a été attribué selon la méthode du meilleur rapport qualité-prix (Best Value) qui met en valeur l'expertise des fournisseurs.

Projets LGV en Moravie et PPP : PwC a rendu son étude de faisabilité concernant la pertinence de recourir au PPP pour financer la construction des premières LGV en Moravie. PwC recommande ce modèle de financement pour une durée allant de 20 à 35 ans pour le contrat conclu avec le concessionnaire en charge de la construction et de l'entretien des LGV. Selon l'étude, les travaux de construction sous forme de PPP pourraient être lancés d'ici mi-2028 et coûter 179 Md CZK (~7,2 Mds€). L'Etat financerait 1,4 Mds€ au début de la construction, puis 0,8 Md€/an pour l'accessibilité des lignes.

Vente de Regiojet : Le propriétaire de l'opérateur privé tchèque *RegioJet*, M. Radim Jančura, a officiellement annoncé la vente, à l'horizon de 5-10 ans, de son entreprise. Fondée en 2009 pour concurrencer l'opérateur national *České dráhy*, *RegioJet* a réalisé un CA de 3,4 Md CZK (~134 M€) en 2023, en hausse de 21 % par rapport à 2022 et transporté près de 12 M de passagers, soit +1M en g.a. Si M. Jančura évalue les offres des investisseurs, il n'a pas confirmé l'intérêt explicite de la part des opérateurs concurrents (*OBB*, *SNCF* ou *FlixBus*).

Regiojet a obtenu l'autorisation de l'Office des transports ferroviaires polonais *UTK* pour opérer en Pologne sur la liaison Prague-Przemysl-frontière ukrainienne dès décembre 2025. **Leo Express** (*Renfe*), opérateur privé tchèque, a déposé une demande d'autorisation auprès d'*UTK* pour exploiter la liaison Cracovie–Varsovie–Cracovie en mode commercial (open access) pour 5 ans à partir de décembre 2025. La liaison serait desservie par des unités de la série Stadler Flirt 480.

Publication des résultats 2023 d'ARRIVA : L'opérateur ferroviaire *Arriva* a amélioré ses résultats financiers en 2023 de 9% par rapport à 2022 en enregistrant un chiffre d'affaires de 58,5 M€ et un bénéfice de 2 M€. Le nombre de passagers transportés atteint 7,5 M, en hausse de 7 % par rapport à l'année précédente. L'opérateur, qui détient actuellement 5 % de part de marché (des services conventionnés uniquement), ambitionne d'atteindre 10% d'ici 2029.

Déploiement d'ETCS : L'entreprise française *Alstom*, principal fournisseur sur le marché européen de systèmes de signalisation ferroviaire, a été exclu de l'appel d'offres pour équiper les 100 km de la ligne Kralupy n Vltavou - frontière allemande en système ETCS. Ce contrat est estimé à 460 M€. Selon le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires *Správa železnic*, l'entreprise n'a pas satisfait aux critères de qualification. *Alstom* a contesté son exclusion auprès de l'Autorité tchèque de protection de la concurrence UOHS.

Gare de Brno : Le ministre des Transports, Martin Kupka, a annoncé vouloir financer sous forme de PPP la construction d'une nouvelle gare multimodale à Brno pour remplacer la gare existante qui ne permet pas l'accueil de TGV. Brno sera au carrefour des lignes à grande vitesse reliant Prague, Vienne et Ostrava. La nouvelle gare, dont le coût de construction est évalué à 63,5 Mds CZK (~2,5 Md€), devrait être opérationnelle à partir de 2035.

Ouverture à la concurrence : L'opérateur ferroviaire national *České dráhy* a remporté le contrat d'exploitation des services conventionnés de la région de Moravie de Sud. L'opérateur exploitera les 33 trains électriques en propriété de la région pour une durée de 10 ans à compter de décembre 2024. La Moravie du Sud est la seule région tchèque disposant de ses propres trains.

- routier

2^{ème} projet PPP en Tchéquie (D35) : Le ministère des Transports a lancé le plus grand appel d'offres autoroutier utilisant le modèle PPP de son histoire. Celui-ci vise à choisir le concessionnaire chargé de la conception, de la construction, du financement, de l'exploitation et de l'entretien de la section Opatovec - Mohelnice (34,8km) de l'autoroute D35. Le projet comprend également la construction de deux tunnels, dont l'un de 4 km, l'exploitation et l'entretien des sections D35 adjacentes de Litomyšl-Opatovec (17 km). Les coûts de construction sont estimés à 35 Mds CZK (~1,4 Mds€), et la valeur totale du contrat avoisine 118 Mds CZK (~ 4,64 Mds€). La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 25 septembre 2024. La construction devra être achevée en 2029.

Le système de péages routiers a généré au 1^{er} semestre 2024 des revenus record avec 8,5 Mds CZK (~ 610 M€) en hausse de 13,3 % en g.a. La hausse a été induite par la nouvelle taxe sur les émissions de CO₂, introduite en mars 2024, qui représente 15% du total des recettes. Il est prévu une nouvelle hausse de 5% des frais de péage à compter de janvier 2025, pour les

véhicules de catégories M2 et M3 (plus de huit sièges en plus du siège du conducteur). Les routes soumises à péage représentent une longueur totale de 2 840 km en 2024.

- urbain

Nouvelle ligne métro D : La société de transports de Prague (DPP) a de nouveau attribué le marché de construction du 2^{ème} tronçon du métro D (30 Mds CZK/ 1,23 Mds€) à *Subterra*, filiale de *Metrostav*, le 1^{er} choix ayant été annulé en mars 2024 suite aux recours des autres candidats, *Porr/Vinci* et *Strabag*. Les sociétés peuvent à nouveau faire appel de cette décision. Parallèlement, le consortium mené par Vinci attend le résultat de sa plainte liée à son élimination de l'appel d'offres, résultant d'un prix proposé considéré comme anormalement bas.

- aérien et spatial

La compagnie aérienne tchèque *Smartwings* a transporté au 1^{er} semestre 2024 plus de 2,16 M de passagers, + 25% en g.a. Elle dépasse ainsi son trafic pré-crise covid (1,89 M de voyageurs transportés en 1^{er} semestre 2019). La compagnie aérienne dessert actuellement 74 destinations. Le trafic aérien tchèque dans son ensemble reste encore légèrement en deçà de son niveau prépandémie (93% du niveau des six premiers mois de 2019 alors que la moyenne européenne est de 99%).

Suite aux problèmes de manutention des bagages survenus à l'aéroport de Prague début juillet liés à la congestion de l'espace aérien, aux retards, et au nombre insuffisant d'employés de la filiale *Czech Airlines Handling*, la direction de l'aéroport prévoit d'ouvrir la participation dans cette filière à un nouvel investisseur stratégique. A l'automne 2024, l'aéroport choisira également un investisseur pour une participation majoritaire dans *Czech Airlines Technics* qui assure la maintenance des avions.

Environnement

Le président tchèque Petr Pavel a promulgué une loi sur le service hydrométéorologique public. Celle-ci prévoit la création d'une base de données nationale ouverte recensant les relevés météorologiques, climatiques comme la qualité de l'eau et de l'air. L'Institut hydrométéorologique tchèque (CHMI) devient l'unique autorité compétente pour émettre des alertes hydrométéorologiques et verra sa coopération avec les services de secours renforcée. *Plus d'information* : communiqué du [MZP](#).

- eau

La Tchéquie a reçu « l'Oscar de l'eau » de l'ONU pour ses progrès en gestion de l'eau et réduction de la pollution des rivières. En 20 ans, le pays a amélioré l'accès à l'eau potable, l'assainissement et réduit la pollution des cours d'eau, se classant parmi les trois pays les plus avancés au Monde, aux côtés de la Jordanie et du Cambodge. *Plus d'information* : communiqué du [MZP](#).

Pour faire face à la sécheresse sévère en Moravie du Sud, le gouvernement tchèque a approuvé 2 études proposées par les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture. Ces études visent à identifier des solutions pour renforcer les ressources en eau dédiées à l'agriculture, à l'approvisionnement en eau potable et à la protection des écosystèmes. La construction d'un canal entre le Danube et la Dyje, en coopération avec la Basse-Autriche, est envisagée dans le cadre du plan national de lutte contre la sécheresse 2023-2027. *Plus d'information* : communiqué du [MZP](#).

- forêts

Le 22 août 2024, la Tchéquie a lancé une initiative de revitalisation paysagère visant à soutenir la création et la restauration d'infrastructures écologiques telles que les haies, zones humides, et allées arborées. Une modification de la loi sur la protection du fonds foncier permet désormais la mise en œuvre de ces projets sans déclassement des terres agricoles ni imposition fiscale. Le ministère de l'Environnement a alloué 500 M CZK (~20 M€), offrant un financement

pouvant couvrir jusqu'à 100 % des coûts, avec un ciblage spécifique des exploitants agricoles et des municipalités. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

Le 24 juillet 2024, le ministre Hladík a signé un mémorandum pour la protection de la forêt de Ždánický. Ce mémorandum, signé en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et les autorités locales, souligne l'engagement du ministère à protéger les forêts et à promouvoir une gestion durable des ressources naturelles, tout en encourageant les pratiques éducatives liées à l'environnement. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

Le 29 juillet 2024, le Ministère de l'Environnement a lancé le processus de création de la plus grande zone paysagère protégée (CHKO) du pays, couvrant 1 200 km² dans les Monts Métallifères (Krušné hory). Cette initiative, soutenue par les autorités locales, inclura des consultations avec les habitants et les propriétaires fonciers. La proclamation officielle de la CHKO est prévue pour 2026. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

Le 15 juillet 2024, la *Czech Environmental Information Agency*, organisation publique sous tutelle du Ministère tchèque de l'Environnement, a annoncé sa participation au projet transfrontalier *Wildfire CE* de création d'un système d'alerte précoce contre les incendies de forêt en Europe centrale. Ce projet vise à améliorer la détection des feux de forêt et à renforcer la coordination des interventions via la collecte de données en temps réel. Plusieurs zones pilotes sont ciblées, notamment les parcs nationaux de la Suisse bohémienne et de Podyjí, en Moravie-du-Sud. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

- faune

Le 12 juillet 2024, le Ministère de l'Environnement a dévoilé un plan d'action pour protéger l'écrevisse pierre, cette espèce rare étant en danger critique d'extinction en Tchéquie. Ce plan prévoit la restauration des habitats naturels et une campagne de sensibilisation du public. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

SLOVAQUIE

Énergie

Le Conseil de responsabilité budgétaire a réalisé fin août une étude sur l'impact du bouclier tarifaire sur les ménages slovaques en 2023. D'après cette étude, sans le bouclier tarifaire, le taux de pauvreté énergétique aurait augmenté de 6 % à 13 %. Le Conseil rappelle que le bouclier a été très onéreux (2,6 Mds€). En effet, des mesures plus ciblées en 2022 pour maintenir le niveau de pauvreté énergétique avaient coûté seulement 700 M€.

En juin, l'Académie des sciences a actualisé son rapport sur la pauvreté énergétique. Un quart des ménages slovaques sous le seuil de pauvreté n'arrive pas à maintenir la chaleur suffisante contre 10 % en Pologne et en Hongrie, 7 % en Tchéquie et 5 % en Autriche. En moyenne, 7 % des ménages slovaques sont concernés par le problème de chaleur contre 5 % en Pologne, 4,7 % en Hongrie et 3 % en Tchéquie. Concernant les dépenses liées aux énergies, leur part était de 13,9 % pour les ménages avec les revenus les plus bas, 5 % pour les ménages les plus aisés et 10,3 % en moyenne pour tous les ménages.

- nucléaire

Le 23 juillet, la société Framatome a signé un contrat sur la fourniture de combustible nucléaire avec le principal électricien, *Slovenske elektrarne*, qui opère cinq réacteurs nucléaires avec un sixième en construction. Pour mémoire, il s'agit de réacteurs VVER 440 soviétiques.

La société internationale Newcleo a signé le 7 août un accord de coopération avec l'un des acteurs clés dans le secteur nucléaire slovaque, la société privée VUJE. L'accord a pour objectif de renforcer la coopération dans le développement des technologies des réacteurs modulaires avancés.

Le 19 août, des vapeurs d'huile sur l'une des turbines de la centrale nucléaire à Jaslovske Bohunice se sont enflammées. La performance du réacteur a été automatiquement abaissée à hauteur de 52 % de la puissance nominale. L'incendie a été éteint par les employés, la sécurité nucléaire n'a pas été menacée.

- chaleur

Le 16 juillet, le ministère de l'Environnement a lancé un appel à projets via le Fonds de modernisation pour verdir la production de chaleur. Ce programme est doté de 149 M€.

Les sociétés de production de chaleur ont réalisé un CA de 1,13 Md € en 2023 (en comptant les 20 premiers acteurs sur le marché) avec un profit net de 90,7 M€. Le marché est dominé par la société publique MH Teplarensky holding qui regroupe 6 filiales (à Bratislava, Trnava, Zilina, Martin, Kosice et Zvolen). Le CA de MH Teplarensky a atteint 509 M€ et le profit 59 M€. Suivent une filiale de Veolia – Veolia Energia Slovensko (CA de 119 M€, profit de 12 M€) et, à la quatrième position, une filiale d'ENGIE – Termming (CA de 48 M€, profit de 0,88 M€).

- hydrogène

Début août, l'usine métallurgique US Steel Kosice a soumis aux autorités publiques son projet de verdissement de sa production d'hydrogène par craquage d'ammoniac. La première phase du projet de fabrication par électrolyse prévoit la production de 580 t H₂ / an et un investissement de 5 M€. Les premiers électrolyseurs devraient être construits en septembre 2026. L'hydrogène est utilisé par le site pour les processus de fabrication du traitement final des produits métallurgiques. Un deuxième projet de production d'hydrogène par le reformage du méthane à la vapeur a aussi été présenté. Ce projet, également d'un montant de 5 M€, devrait commencer en septembre 2026.

Transport

En juin 2024, le parlement slovaque a définitivement adopté **la loi sur les investissements stratégiques dans l'intérêt public**. Elle concerne les investissements publics supérieurs à 50 M€ et les parcs industriels de plus 30 ha. **La conception et la construction des infrastructures pourront être raccourcies de 8 à 4 ans** grâce à l'accélération de l'expropriation, des études d'impact environnemental, des processus d'autorisation, etc. Mi-juillet, **le gouvernement a adopté 16 projets** qui devraient bénéficier du statut d'investissement stratégique. Il s'agit de 10 projets autoroutiers et de 6 projets ferroviaires. Parmi les projets autoroutiers, sont cités le dernier tronçon de l'autoroute D1 (voir ci-dessous), ainsi que des secteurs sur la D3 au nord et les voies rapides R2 et R4. Concernant les projets ferroviaires, il y a notamment la modernisation des rails (vitesse à 160 Km/h) à l'est ainsi que la modernisation des voies (vitesse à 200 km/h) entre Bratislava et la frontière tchèque. Le 21 août, **le gouvernement a également approuvé le projet de contournement de Bratislava** reliant l'autoroute D1 / D4 avec l'autoroute D2 en direction de la Tchéquie. Ce projet de 12,4 km comprend notamment un tunnel sous les Petites Carpathes de 11,76 km. Les travaux devraient commencer fin 2029 et se terminer en 2036. **La modernisation du port de Bratislava** en 2025-2030 (178 M€) pourrait intégrer la liste.

- routier

La région de Trnava a lancé le 17 juillet un appel d'offres pour le transport public en bus dans les districts de Dunajská Streda et Galanta. La valeur estimée de ce marché est de 36 M€ pour la période 2026-2028. Les intéressés pouvaient envoyer leur offre jusqu'au 11 septembre. <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/428381-2024>

Selon un décret du ministère des Transports, depuis le 1^{er} août les contournements autoroutiers de six villes slovaques (Bratislava, Kosice, Presov, Nitra, Zilina et Poprad), soit approximativement 200 km d'autoroutes, sont devenus gratuits. Par cette politique, le ministère veut diriger le trafic en dehors des villes pour y limiter les embouteillages et la pollution.

Mi-août, la Société nationale des autoroutes, NDS, a lancé un appel d'offres pour la construction du tronçon nord de l'autoroute D1 entre Turany et Hubova, soit le dernier tronçon à construire entre Bratislava et Kosice. Sur sa longueur de 13,5 km, il comprend deux tunnels d'une longueur totale de 8,6 km. La valeur estimée de ce marché s'élève à 1,47 Md€, la date limite de réception des demandes de participation a été fixée au 6 novembre 2024. *Lien vers l'AO :* <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/481893-2024>

Le ministère de l'Intérieur a relancé à nouveau l'appel d'offres sur les radars routiers. Il s'agit de 213 radars stationnaires et de 48 caméras analytiques. La valeur estimée de ce marché est de

64,7 M€ et les intéressés peuvent envoyer leurs offres jusqu'au 27 septembre. *Lien vers l'AO:* <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/518950-2024>

La société municipale de transport public de Kosice a signé fin août un contrat de livraison de bus électriques avec les sociétés SOR Libchavy (groupe tchèque EP Industries) et Skoda Electric (groupe tchèque PPF).

- ferroviaire

Suite à des problèmes du système informatique des marchés publics, la société municipale de transport public de Bratislava a relancé l'appel d'offres de juin sur l'achat de tramways :

- le 1^{er} AO prévoit l'achat de 20 tramways à plancher surbaissé unidirectionnels pour 240 passagers. Pour ce marché d'une valeur estimée à 71,4 M€, les offres doivent être envoyées d'ici au 16 septembre : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/497588-2024>
- le 2^{ème} AO prévoit l'achat de 20 tramways à plancher surbaissé bidirectionnels. La valeur estimée de ce marché s'élève à 78,7 M€, et l'envoi des offres est attendu d'ici au 16 septembre : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/496404-2024>

La société publique chargée du transport ferroviaire de passagers, ZSSK, prévoit la construction de trois nouveaux centres de services de maintenance technique des trains après ceux d'Humenne, Nove Zamky et Zvolen. Le 4 septembre, deux AO ont été lancés :

- Centre à Kosice, valeur estimée de 179,2 M€, date limite de réception des offres le 14 octobre : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/530639-2024>
- Centre à Zilina, valeur estimée de 64,6 M€, date limite de réception des offres le 14 octobre : <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/531238-2024>

Le 4 septembre, la société ZSSK a publié une mise en concurrence pour la location de 15 locomotives interopérables Siemens Vectron avec l'option de 15 locomotives supplémentaires. La valeur estimée de ce marché est de 278 M€, les intéressés peuvent envoyer leurs offres jusqu'au 4 octobre. *Lien vers l'AO:* <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/528681-2024>

Le 4 septembre, ZSSK a lancé un AO pour l'installation d'équipements de sécurité « ERTMS/ETCS système européen de contrôle des trains ». La valeur estimée de ce marché est de 14,9 M€. La date limite de réception des offres est le 15 octobre. *Lien vers l'AO:* <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/529530-2024>

- aérien

L'aéroport local de Poprad-Tatry a vu le nombre de ses passagers augmenter de 75 % au 1^{er} semestre 2024 (> 45 000). Les vols sont principalement vers Londres (Luton et Stanstead), auxquels s'ajoutent 130 vols charter estivaux à destination de la Turquie, Bulgarie et Tunisie.

Le 8 août, le ministère des Transports a lancé un appel d'offres pour la ligne Kosice (est du pays) – Göteborg. En effet, Kosice accueille un investissement suédois (Volvo). Les intéressés pour la subvention pouvaient envoyer leurs offres jusqu'au 9 septembre. La subvention peut couvrir jusqu'à 50 % des coûts éligibles. Le ministère a alloué à cet AO 3,6 M€ pour les trois prochaines années. <https://www.mindop.sk/ministerstvo-1/doprava-3/civilne-letectvo/verejne-prostriedky-civilne-letectvo/prispevok/vyzvy/vyzva-P-SP-2024-03>

Mi-août, le ministère des Transports a annoncé ne pas être autorisé à subventionner la ligne aérienne nationale entre les deux plus grandes villes du pays, Bratislava et Kosice. C'est pourquoi le ministère a entamé un dialogue avec la Commission sur l'ouverture de la ligne dans l'intérêt public.

L'aéroport de Bratislava a été fréquenté par 733 097 passagers au premier semestre 2024, en hausse de 10 % en g.a, soit 78 % du niveau d'avant-crise. Le mois de juin était particulièrement dynamique avec 246 000 passagers, au-dessus des performances de juin 2018 et 2019.

L'aéroport de Kosice, deuxième aéroport du pays, a connu son meilleur premier semestre. En effet, le nombre de passagers a atteint 271 077, en hausse de 9,4 % en g.a. et de 23,5 % par rapport au premier semestre 2019.

Environnement

D'après les statistiques slovaques, 15 % des communes ne sont pas dotées d'un réseau public d'approvisionnement en eau et 60 % d'un réseau public des eaux usées. La cour des comptes a présenté les résultats de son contrôle sur l'état des infrastructures des eaux, aqueducs et canalisations et estime que leur état est insuffisant et devient critique. Les pertes d'eau potable se situent entre 25 % pour la compagnie des eaux à l'est (Vychodoslovenska vodarenska spolocnost) et 33 % pour la compagnie au nord du pays (Podtatranska vodarenska spolocnost). En outre, les investissements des compagnies des eaux sont très inférieurs aux plans : 16 % des 470 M€ projetés ont été exécutés, soit 78 M€, dans les 4 compagnies inspectées.

Selon l'Institut météorologique SHMU, l'été 2024 a été le plus chaud depuis 1931. Avec une température moyenne de 20,7 °C, il a dépassé de 0,5 °C l'été 2022. Depuis 2019, il s'agit du troisième été avec une température moyenne supérieure à 20 °C. En effet, juin 2024 (19,1 °C) était le sixième juin le plus chaud depuis 1931, juillet 2024 (21,7 °C) était le juillet le plus chaud et août devrait être évalué comme le deuxième ou troisième août le plus chaud. La température maximale a été atteinte le 14 août à Muzla dans le sud (38,3 °C).

La société CEBZ, filiale de la compagnie de gaz SPP et de la société autrichienne spécialisée en déchets Brantner a lancé une nouvelle ligne de tri à Nove Zamky (37 800 habitants, sud du pays). CEBZ a investi 15 M€ dont 4 M€ issus des fonds européens. La ligne automatique est capable de trier 30 t/h de déchets municipaux. La précision de tri s'élève à 90 %. CEBZ prévoit d'investir dans la construction d'une station à biogaz en 2027.

Le 30 juillet, le ministère de l'Environnement a lancé un appel à projets de 33,9 M€ destiné à la construction ou la reconstruction de centres de collecte des déchets ainsi qu'à l'achat d'installations techniques pour augmenter la quantité des déchets municipaux triés. 26,1 M€ sont dédiés aux sept régions slovaques et 7,8 M€ à la région de Bratislava.

Le 29 juillet, le ministère de l'Environnement a lancé un appel à projet de 31 M€ issu du programme Slovaquie 2021-2027. L'appel concerne la construction des stations d'épuration des eaux usées, la gestion des eaux usées et les canalisations dans les petites municipalités (inférieures à 2 000 habitants).

LITUANIE

Nominations

En août dernier, **Saulius Gudžius**, docteur en sciences de l'énergie et de l'ingénierie thermique, et ancien vice-doyen des sciences à la Faculté d'électricité et d'électronique de l'Université technologique de Kaunas, a été nommé à la tête de **l'Institut lituanien de l'énergie**, centre d'excellence reconnu en matière de science, d'innovation et de technologie dans le domaine de l'énergie. L'institut conseille les institutions publiques, privées et les entreprises sur les questions liées au développement de l'énergie durable.

Énergie

La nouvelle stratégie nationale de souveraineté énergétique a été adoptée par le Seimas. Elle vise à faire de la Lituanie un pays totalement indépendant sur le plan énergétique d'ici 2050, capable de répondre à ses propres besoins énergétiques et exportateur d'énergie.

- renouvelable

La capacité totale d'énergie solaire et éolienne installée en Lituanie a plus que quadruplé en quatre ans et a franchi la limite symbolique des 3 GW – soit l'équivalent de la centrale nucléaire d'İgnalina, arrêtée en 2009 - contre une capacité totale de 699 MW fin 2020. La capacité totale des centrales solaires et éoliennes est actuellement de 3 029 MW, dont 1 707 MW de solaire et 1 322 MW d'éolien – des capacités qui ont augmenté de 30 % depuis le début de l'année 2024. Selon les données Litgrid, en 2024, l'électricité produite en Lituanie couvre 60 % de la demande, et est à 70 % produite à partir d'énergies renouvelables.

- hydrogène

Début septembre, une étude de faisabilité a été achevée concernant le Corridor nord-balte de l'hydrogène (Nordic Baltic Hydrogen Corridor – NBHC). Selon l'étude, qui a été réalisée par les gestionnaires de réseau de transport de gaz de six pays (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie,

Pologne et Allemagne), ceux-ci pourraient être reliés d'ici 2040 par un corridor d'hydrogène vert de 2500 km, avec une capacité de transporter jusqu'à 2,7 Mt H₂/an. Le corridor nordique, projet ayant été intégré par la Commission européenne dans la liste des projets du PIIEC, devrait être l'un des premiers projets transfrontaliers d'hydrogène en Europe.

L'entreprise lituanienne Achema, spécialisée dans la production d'engrais chimiques, reporte la construction (prévue d'ici l'automne 2027) d'une installation de 213 MW pour la production d'hydrogène vert – et n'utilisera donc pas le financement de 122 M€ qu'elle avait reçu de l'Etat lituanien à cet effet. L'entreprise a expliqué que les exigences techniques du projet s'étaient trouvées modifiées, en raison de la création de nouvelles normes européennes et que le doublement du montant de l'investissement du projet l'a rendu économiquement non rentable.

Transport

L'Union Européenne, à travers le Mécanisme d'interconnexion en Europe (Connecting Europe facility), a annoncé le financement à hauteur de 48 M€ d'un tronçon de 12 km du projet d'autoroute transnationale Via Baltica, entre la ville lituanienne de Marijampolė et la frontière polonaise. 89,6 M€ provenant des fonds du CEF et 79,6 M€ provenant du Fonds de cohésion de l'UE avaient déjà été alloués à la reconstruction des sections de la Via Baltica. Pour le ministre lituanien des Transports M. Skudis, ce projet d'envergure nationale devrait, entre autres, favoriser la mobilité militaire.

- ferroviaire

Le chiffre d'affaires du groupe LTG (compagnie nationale des chemins de fer lituaniens) pour le premier semestre 2024 s'est élevé à 244,3 M€, soit une augmentation de 15,3 %, en g.a. Le groupe LTG, qui a amélioré tous ses indicateurs clés de performance l'année dernière et a généré un bénéfice net de 21,6 M€, a versé en mai dernier un dividende de 13 M€ à l'État. Les résultats ont été largement influencés par les bonnes performances de LTG Cargo et LTG Link, les prestataires de services de transport du groupe LTG.

- aérien

Le ministre lituanien des Transports, en déplacement à Klaipėda, a signé ce 5 septembre un accord sur la promotion des vols vers de nouvelles destinations, avec l'association « Région de Klaipėda » et sept municipalités membres de cette association. L'objectif de cet accord est de promouvoir un tourisme d'affaires dans la région en développant les liaisons aériennes de l'aéroport de Palanga, notamment grâce à un financement public.

- portuaire

Le port de Klaipėda va s'agrandir sur plus de 100 ha, après le feu vert de l'Agence de protection de l'environnement relatif à l'achèvement de toutes les procédures d'évaluation d'impact environnemental. L'agrandissement inclura une section de quais de 1,3 km de long, avec un tirant d'eau de 16,5-17 m et une prolongation du canal de près de 2 km. Les travaux de design dans la partie sud du port ont commencé et des consultations de marché sont en cours.

En août dernier, l'autorité portuaire de Klaipėda a signé, en présence du ministre lituanien des Transports, un protocole d'accord avec la municipalité du district de Jurbarkas afin d'aménager un port fluvial. L'autorité portuaire s'est engagée à évaluer les possibilités de créer des infrastructures de quai, ainsi qu'à analyser les possibilités d'améliorer les terrains adjacents aux zones de quai. « Cela pourrait également donner une impulsion à la création d'une zone économique dans la région de Jurbarkas », déclare Algis Latakas, directeur général de l'autorité portuaire de Klaipėda.

- électro-mobilité

Le 5 septembre, le Ministère de l'Énergie et l'Agence lituanienne de l'énergie ont organisé la 5^e conférence internationale sur l'électromobilité, afin de discuter des tendances de développement de l'électromobilité en Lituanie et en Europe. La Lituanie a par ailleurs annoncé une aide pour l'installation de bornes de rechargement pour les véhicules électriques privés dans les entreprises, afin d'encourager les particuliers à adopter ce mode de transport. Cette aide pourra financer jusqu'à 50% du coût d'installation des bornes. Actuellement, 2200 bornes de recharge privées ont été installées grâce au financement du ministère de l'Énergie, pour un objectif fixé à 60 000 bornes de recharge publiques et privées en 2030.

LETONNIE

Énergie

Suite à une décision du gouvernement, **les fonds alloués à la Lettonie au titre du plan REPower UE, d'un montant total de 134,4 M€, seront orientés** sur l'augmentation de la sécurité et de la stabilité de l'approvisionnement énergétique (installation d'un système de batteries de stockage d'énergie, 57,7 M€), la modernisation des infrastructures énergétiques (construction de nouvelles sous-stations de 110 kV, remplacement de 150 km de lignes électriques aériennes par des lignes câblées souterraines) et la construction d'un site d'injection de biométhane.

L'entreprise « VIRSI-A », exploitant de stations-service et de magasins de proximité, a signé un accord avec le Fonds européen pour la promotion de l'efficacité énergétique (EEEE), afin d'obtenir un financement pour développer une usine de production de biométhane en Lettonie. Le coût total du projet est estimé à plus de 15 M€, dont 80% seront financés par le EEEF. La nouvelle usine de biométhane, d'une capacité annuelle de 60 GWh devrait entrer en service au 2nd semestre 2025 pour transformer du fumier agricole. [Press releases and announcements | Virši \(virsi.lv\)](#)

L'entreprise estonienne de biotechnologie Fibenol prévoit d'investir jusqu'à 700 M€ dans la construction d'une des bioraffineries les plus modernes d'Europe en Lettonie. Fibenol a choisi le parc industriel de Valmiera comme lieu d'implantation possible de l'usine. L'entreprise a entamé des études de faisabilité et d'impact sur l'environnement, afin de déterminer si le terrain choisi convient à l'établissement potentiel d'une bioraffinerie. Si l'étude de faisabilité donne des résultats positifs, la production pourra commencer vers 2030. [Estonian company considering major investment in northern Latvia / Article \(ism.lv\)](#)

Infrastructures

Douze entreprises ont été sélectionnées pour participer à la prochaine étape de l'appel d'offres lancé en novembre 2023 par l'aéroport international de Riga et portant sur la construction du nouveau terminal passagers d'une superficie de 45 000 m². Dans le cadre de ce projet il est prévu de construire un nouveau bâtiment du terminal, un centre de traitement et de tri des bagages, de nouvelles voies d'accès, un parking aérien, ainsi que la connexion de l'aéroport avec la gare Rail Baltica. La construction du nouveau terminal, dont le coût total est estimé à 167 M€, devrait débuter au 2nd semestre 2025 et durer quatre ans. Le délai de remise des offres techniques est le 27 octobre 2024.

Transport

La compagnie aérienne airBaltic a confirmé une commande auprès d'Airbus de dix appareils A220-300 supplémentaires. Cette nouvelle et quatrième commande porte le total des commandes fermes à 90 avions de ce type. La flotte d'airBaltic compte actuellement 48 appareils A220-300 et son plan de développement provisoire prévoit un élargissement de la flotte jusqu'à 100 avions d'ici 2030.

ESTONIE

Énergie

Publication d'une nouvelle version de la loi Climat : cet été, une nouvelle version préliminaire de la loi Climat, désormais appelée « **Loi sur l'économie résiliente au climat** » a été déposée au Parlement estonien. Par la suite, le ministère du Climat a publié un exposé des motifs du projet de loi.

Au premier rang des propositions détaillées figure **l'abandon du schiste bitumineux pour la production d'électricité à l'horizon 2026.** Les centrales à schiste seraient partiellement remplacées par des centrales à gaz d'une capacité de 1 à 1,3 GW, qui fonctionneraient au biométhane ou à l'hydrogène vert à partir de 2040. Le coût de l'investissement est estimé à 200 M€.

L'exposé des motifs précise également qu'un appel d'offres devrait être organisé spécifiquement pour la **construction de parcs éoliens offshore d'une production annuelle de**

2 TWh. Selon le ministère du Climat, le coût pour les consommateurs d'électricité serait de 130 M€/an, soit 2,6 Mds€ sur 20 ans. Le coût total de l'investissement s'élèverait à 5,6 Mds€.

En outre, le ministère du Climat prévoit la nécessité de créer une centrale hydroélectrique de pompage-turbinage de 500 MW. L'investissement s'élèverait à 1 Md€ et le ministère estime qu'il devrait être réalisé par un investisseur privé.

La fin de l'exploitation des schistes bitumineux pourrait entraîner la perte de 5 000 emplois si aucune solution alternative ne voit le jour dans les régions où se situent les mines et les centrales.

Au total, l'ensemble des projets nécessitera de nouveaux investissements publics à hauteur de 3 Mds€, auxquels devront s'ajouter 11 Mds€ attendus du secteur privé.

L'entreprise estonienne Sunly reçoit un deuxième investissement français pour le développement de ses projets EnR. Le producteur estonien d'énergies renouvelables Sunly vient de lever 300 M€ (financement par emprunt) afin d'accélérer la construction de 1,3 GW de parcs solaires, éoliens, de stockage et hybrides dans les pays baltes et en Pologne. Cette levée de fonds tripartite s'appuie sur le financement de fonds français, danois et norvégien. Côté français, le financement provient du fonds **Rivage Investment**. L'entreprise Sunly avait déjà bénéficié d'un investissement de près de 200 millions d'euros par Mirova, filiale du groupe Natixis, en 2022.

- énergies renouvelables

- câbles sous-marins

Le **câble sous-marin EstLink 2**, qui relie l'Estonie à la Finlande, est de nouveau opérationnel depuis le mercredi 4 septembre, après 9 mois de mise en arrêt. L'entreprise estonienne Elering, gestionnaire du réseau, avait lancé les travaux de réparation à la fin du mois de janvier, lorsque le câble s'était rompu et était tombé en panne.

EstLink 2, d'une capacité de 650 MW, est entré en service en 2014. Il s'agit du deuxième câble sous-marin reliant l'Estonie à la Finlande, après la mise en service d'EstLink 1, d'une capacité de connexion électrique de 350 MW, en 2006. Afin de répondre à la demande croissante en électricité, un troisième câble, EstLink 3, pourrait être construit entre les deux pays dans les prochaines années.

Infrastructures

- transport

L'Estonie lance un programme de mise en place de **bornes de recharge pour les camions électriques**. Un fonds de 5 M€ permettra aux compagnies de carburant estoniennes de demander une aide de l'État pour établir des parcs de recharge dans les stations essence le long des autoroutes. Alors que la circulation des poids lourds contribue de manière significative à la pollution dans le secteur des transports, l'utilisation de carburant alternatif contribuerait à rendre le transport de marchandises plus respectueux de l'environnement. A l'heure actuelle, il n'existe pas de points de charge dédiés aux poids lourds électriques en Estonie.

Logement

L'Estonie est désormais un des pays signataires de la **déclaration de Chaillot**¹, qui promeut, entre autres, la production, le développement et l'utilisation de matériaux de construction faibles en carbone et à coûts limités ainsi que la rénovation durable dans le secteur du logement.

Dans ce contexte, le ministre estonien des Infrastructures, Vladimir Svet, a annoncé l'ouverture d'un appel d'offres d'un montant de 160 M€ pour des projets de rénovation d'immeubles d'habitation dans tout le pays. Il s'agit du plus grand appel d'offres public dans le secteur du logement dans l'histoire de l'Estonie. *Plus d'informations sur la [déclaration de Chaillot](#).*

¹ La déclaration de Chaillot a été adoptée dans le cadre du premier « Forum mondial Bâtiments et Climat » organisé par la France et les Nations unies les 7 et 8 mars 2024. Elle tire son nom du bâtiment historique de Paris, le Palais de Chaillot, où la version finale de la déclaration a été signée. À ce jour, plus de 70 pays dans le monde ont signé la déclaration.

Agenda

Du 9 au 13 septembre 2024	IENE International Conference 2024, Biodiversity in the headlight of future transport , à Prague
12 septembre 2024	Baltic Energy Conference « Life After Change » , ATTA Centre, Riga
16 et 17 septembre	International Scientific Conference Euro-Trans , à Varsovie
24-25 septembre 2024	Energy Storage Summit Central Eastern Europe , à Varsovie
25-26 septembre 2024	Xème congrès énergétique DISE , à Wroclaw
Du 30 septembre au 1 ^{er} octobre 2024	17th European Nuclear Energy Forum , à Prague
2-3 octobre 2024	Energy Days à Katowice
3-4 octobre 2024	Conférence « PRECOP » , à Katowice
Du 8 au 9 octobre 2024	PWR 2024 Conference , à Prague
8 octobre 2024	Session française lors du Congrès de la Politique Urbaine , à Cracovie
14 octobre 2024	Forum Cleantech France Estonie , à Tallinn
24 octobre 2024	Conférence annuelle Eco-Miasto , à Varsovie
du 21 au 25 octobre 2024	Circular Week 2024 , à Varsovie
23 octobre 2024	European Sustainability Congress 2024 , à Varsovie
13-14 novembre 2024	Rebuilt Ukraine à Varsovie
18-19 novembre 2024	Offshore Wind Poland Conference , à Varsovie
10-12 décembre 2024	V BALTICSEAS Conference : Baltic sea in transition(s), à Tallinn et Kotka
1 ^{er} juillet 2024 – 31 décembre 2024	<i>Présidence hongroise du conseil de l'UE</i>
1 ^{er} janvier 2025 – 30 juin 2025	<i>Présidence polonaise du conseil de l'UE</i>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr